



**PRÉFET  
DE L'ISÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

Société ULMANN Père et Fils  
1 Rue de Narvik  
38550 Saint-Maurice l'Exil

Références : 2024-Is075-TN2  
Code AIOT : 0006103152

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement ULMANN Père et Fils implanté 1 Rue de Narvik - 38550 Saint-Maurice l'Exil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société ULMANN Père et Fils
- 1 Rue de Narvik - 38550 Saint-Maurice l'Exil
- Code AIOT : 0006103152
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ULMANN Père et Fils est autorisée par l'arrêté N°83-3684 du 22 juin 1983 à exploiter un dépôt de ferrailles et métaux non ferreux sur la commune de Saint-Maurice l'Exil. En 2015 l'arrêté préfectoral N°2015 105-0022 du 15 avril 2015 a mis à jour le classement ICPE du site.

Le site est classé à autorisation au titre des rubriques icpe suivantes:

- 2713-1, pour une surface de stockage totale de 2400 mètres carrés
- 2718-1, pour un stockage de 15 tonnes de batteries
- 2791-1, pour une activité de 15 tonnes par jour

### Thèmes de l'inspection :

- Suites de l'inspection du 07/11/2023 : hauteur des dépôts métalliques, réseau d'égout interne, plan des réseau et dératisation
- Campagne de prélèvement des substances per- et polyfluoroalkylées

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	réseau d'égout interne, plan des réseaux et nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures	point 4.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983.	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	hauteur des dépôts métalliques	point 8.1 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983	Sans objet
3	dératisation	Point 1.5 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983	Sans objet
4	moyens internes de lutte contre l'incendie	point 6.4-a) des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983.	Sans objet
5	recherche de substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets du site	arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation	Sans objet
6	Transmissions GIDAF	Arrêté du 28/04/14 – article 1	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

À la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser une action corrective dans le but d'une mise en conformité. Il est nécessaire :

- sous 4 mois de transmettre un justificatif pour le nettoyage complet de ses séparateurs d'hydrocarbures et du regard mentionné par la société Biajoux,

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : hauteur des dépôts métalliques (suite de l'inspection du 07/11/2023)

<b>Référence réglementaire :</b> point 8.1 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983
<b>Thème(s) :</b> exploitation du dépôt de ferrailles
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>La hauteur du dépôt sera inférieure à 4 mètres.</i>
<b>Constats :</b> La hauteur du tas de déchets métalliques situé contre le bâtiment a diminué depuis l'inspection du 7 novembre 2023. L'exploitant a indiqué que celui-ci devait atteindre 4,5 mètres le jour de l'inspection. Il a aussi indiqué qu'il prévoyait de reprendre la maçonnerie du mur du bâtiment sur lequel s'appuie ce tas de déchets métalliques (pose de crépi) et qu'à l'occasion de cette opération sa hauteur serait nécessairement abaissée. En l'absence de plainte (par exemple pour gêne visuelle du voisinage), de l'amélioration de la situation et des engagements de l'exploitant il n'est pas proposé de suite administrative mais l'exploitant doit encore baisser la hauteur du stockage pour respecter son arrêté préfectoral.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit encore baisser la hauteur de ses stockages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite.
<b>Proposition de suites :</b> aucune

### N° 2 : réseau d'égout interne, plan des réseaux et nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures (suite de l'inspection du 07/11/2023)

<b>Référence réglementaire :</b> Point 4.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983
<b>Thème(s) :</b> eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Pour éviter tous rejets importants d'hydrocarbure ou graisse, un décanteur-deshuileur traitera les eaux provenant des aires de stockage des ferrailles, moteurs ou boîtes à vitesses recouverts ou contenant des hydrocarbures. Cet appareil sera suffisamment dimensionné pour traiter en totalité les eaux des ruissellements afin de respecter les concentrations définies au paragraphe 4.1. Les égouts devront être étanches et leur tracé devra permettre le curage. Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, devront comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes. Le réseau de collecte des effluents devant en temps normal subir un traitement ne comportera pas de liaison directe permettant le rejet sans traitement dans le milieu récepteur.</i>
<b>Constats :</b> un ancien plan d'ensemble du site datant du 19 avril 1982 n'était plus à jour. L'exploitant a transmis un plan du tracé du réseau d'égout interne (eaux pluviales de voiries) à l'installation. Il a été constaté le jour de l'inspection qu'une grille d'égoût a été ajoutée sur l'aire extérieure de stockage (réfection comme demandé dans le rapport d'inspection 2023-Is057T2 du réseau de récupération d'eaux pluviales.) Une intervention de la société Bijoux assainissement a eu lieu le 4/11/2024 (présence sur site de deux séparateurs à hydrocarbures). Le rapport d'intervention (N°215793) indique « Pompage

nettoyage de 2 séparateurs hydrocarbures en vidange partielle et pompage d'un regard mais non terminé car matière trop compacte impossible à pomper entièrement »
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Demande de justificatifs et/ou d'actions correctives : L'exploitant doit insister auprès de son prestataire ou en choisir un nouveau afin que la matière présente dans les séparateurs et le regard mentionné par la société Biajoux soit collectée en totalité.
<b>Type de suites proposées :</b> avec suites
<b>Proposition de suites :</b> lettre préfectorale de suite. Délai : 4 mois

### N° 3 : dératisation (suite de l'inspection du 07/11/2023)

<b>Référence réglementaire :</b> Point 1.5 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983
<b>Thème(s) :</b> sécurité sanitaire
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Le chantier sera mis en état de dératisation permanente. Les factures de produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée d'un an. La démoustification sera effectué en tant que de besoin.</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté une facture de raticide. Il a installé 3 abris métalliques pour installer le produit. Il a expliqué le jour de l'inspection que le produit ne se trouvait pas à l'intérieur des abris car les dernières fortes précipitations l'avaient emporté et qu'il fallait qu'il en ajoute à nouveau. D'après l'exploitant aucun rat n'a été retrouvé sur l'exploitation. Par mail du 27/11/2024, il a transmis des photographies avec du raticide en place dans les abris.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> aucune

### N° 4: moyens internes de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> point 6.4-a) des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983.
<b>Thème(s) :</b> sécurité incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>...Les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques...</i>
<b>Constats :</b> La société Protect incendie (82 Chemin de Charlieu – ZA MASSAS ; 07430 SAINT CLAIR) a procédé le 07/11/2024 à une vérification du matériel incendie de la SARL ULMANN. Le compte rendu de vérification N°622 n'indique pas combien d'extincteurs ont été contrôlés ni leur type. Tous les extincteurs rencontrés par l'inspection des installations classées le jour de l'inspection ont bien été renseignés (étiquette de vérification). En revanche, le RIA du site ne présentait pas de date de mise en service ni d'apposition de la dernière date de contrôle de novembre 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant demandera à son prestataire habituel d'apposer sur l'étiquette du RIA la date de la dernière vérification lors de son prochain passage ainsi que la date de la mise en service.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> aucune

#### N°5 : recherche de substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets du site

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation
<b>Thème(s) :</b> eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>article 4 de l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation :</i> <i>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant a été relancé par mail de la DREAL du 09/07/2024 au sujet de l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées de ses rejets aqueux ( site soumis à autorisation au titre de la rubrique 2791, faisant partie des 31 rubriques listées à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023). Conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a fait intervenir un prestataire (le laboratoire Wessling ( situé ZI de Chesnes Tharabie ; 40 rue du Ruisseau à Saint Quentin Fallavier). L'exploitant a transmis par mail du 4 novembre 2024, les rapports d'analyses ( PFAS et AOF) pour son site pour des prélèvements effectués le 17/09/2024 et le 02/10/2024. Le dernier rapport d'analyse a été transmis à l'inspection des installations classées le 27/11/2024. Pour chaque substance PFAS analysée, les résultats sont inférieurs à 100 ng/L.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> sans objet.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suites
<b>Proposition de suites :</b> aucune

#### N° 6 : Transmission GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté du 28/04/14 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement – article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1 : « Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet... »
<b>Constats :</b> En date du 06/12/2024, les résultats des analyses du mois de septembre à novembre 2024 (analyses des substances per- et polyfluoroalkylées mentionnées au constat n°5) de ses rejets aqueux ont bien été transmis via l'outil de gestion informatique des déclarations d'autosurveillance (GIDAF).

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> sans suites
<b>Proposition de suites :</b> aucune



## Annexe :

